

DROIT DU TRAVAIL
DROIT DES SOCIÉTÉS
CRÉATION ET TRANSMISSION
D'ENTREPRISE
FISCALITÉ ET PATRIMOINE
DROIT DES CONTRATS
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
RÉSOLUTION AMIABLE DES LITIGES
CONTENTIEUX DES AFFAIRES
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
DROIT PUBLIC
FORMATION
ENVIRONNEMENT
COMMERCE INTERNATIONAL

AVOCATS ASSOCIÉS

Corine ANDRIEUX
Nathalie BAILLY
Frédéric BLAISE
Maryline BUHL
Alexia CADIX
Armin CHEVAL
Olivier COLNAT
Thibaut CUNY
Catherine EDELENYI
Cyrille GUENIOT
Charlène MANGIN
Hervé MONTAUT
Anny MORLOT
Mickael MUNIN
Dominique PIERSON
Philippe SESTER

AVOCATS

Pauline BARREAU
Anne CHARLIQUART
Géraldine EMONET
Cécile GEORGEON
Brigitte JAMIN
Vincent LARRORY
Véronique LEMERCIER-HENNON
Philippe LHUILLIER
Alice MARCHAL
Audrey REMY

AVOCATS SENIOR COUNSEL

Jacques BROUILLET
Claude NOEL

MEMBRES DU GIE GROUPE ACD

Bruno BERKROUBER
Nicole GUERBERT
Séverine VALENT
Olivier VILLETTE

AVOCATS HONORAIRES

Didier-François APOSTOLO
Catherine CLOQUET
Robert COLAS
Pierre-Jean GUARDIOLLE
Christian RENY



I – LOIS ET REGLEMENTATION

1- LOIS

- Le contrat de sécurisation professionnelle : l'avenant du 28/6 est agréé par arrêté du 24/9
*Le dispositif est prolongé jusqu'au 31/12/2022
* les règles d'indemnisation sont plus favorables que celles de Pôle Emploi et non dégressives, le taux reste à 75 %
*le CSP peut être prolongé de 12 mois en cas de congé paternité/adoption /proche aidant - Arrêté du 24/9/21.
LS 28/9
- Le Sénat a voté le 27/10 en faveur d'un quota F/H dans les postes de direction
À suivre la mise en œuvre effective... !
- Projet de loi vigilance sanitaire
Le parlement l'a adopté le 5/11 avec notamment la possibilité de moduler les taux de prise en charge de l'activité partielle jusqu'au 31/7/22.
LS 9/11
- Le pass sanitaire est prolongé jusqu'en juillet 2022.
LS 10/11
Loi publiée le 11/11
- HARCELLEMENT
Le Parlement autorise la ratification de la Convention No 190 de l'OIT en vigueur depuis le 25/6/21
Il est vrai que le droit français est déjà conforme selon le gouvernement, même si les syndicats réclamaient plus de précisions
Mais cette convention a le mérite de donner une définition universelle (art 1) en retenant les actes OCCASIONNELS et non seulement ceux répétés.
LS 10/11
- Les prêts garantis par l'État sont prolongés jusqu'à fin juin 2022.
LS 10/11
- LOI CLIMAT ET CSE
La loi du 22/8/21 donne de nouvelles attributions aux CSE qui sont habilités non seulement pour les salariés de l'entreprise mais pour l'ensemble de la communauté humaine ...voire non humaine
Et ceci non seulement au cours des 3 consultations obligatoires (stratégie/politique économique/politique sociale) mais lors de toute autre consultation...un aspect souvent méconnu !!
Semaine Sociale Lamy du 8/11

- Le contrat d'engagement jeune sera lancé le 1/3/22
LS 4/11
- Les aides aux chômeurs de longue durée sont opérationnelles du 1/1/21 au 31/12/22
Soit
 - * une prime de 1000 € pour ceux qui suivent une formation
 - * une prime de 800 € pour les employeurs qui en embauchent
 LS4/11
- Les aides à l'embauche des alternants et apprentis sont prolongées jusqu'au 30/6/22 par décret du 11/11
- Congé parental auprès d'un enfant malade
La loi du 15/11/21 prévoit le doublement de la durée passant de 14 mois d'absence possible sur 3 ans à 620 jours
- Le conseil constitutionnel valide le 9/11 la loi Vigilance sanitaire
LS 15/11
- Macron renonce à la retraite par points et repousse la réforme...après les élections de 2022 !
LS 16/11.
c'est ce qu'on appelle « les promesses n'engagent que ceux qui... »
- Les prêts garantis par l'État devront être remboursés à partir de mars 2022...sauf cas particuliers.
LS 17/11
- -Statut des travailleurs détenus : la loi a été publiée au JO du 22/12/21
LS du 5/1/22
- Les primes de fin d'année.
LS 26/11
- Le BOSS du 24/12 comporte deux rubriques supplémentaires
 - * exonération des cotisations sur heures supplémentaires
 - * exonération sur l'emploi de l'aide à domicile
- Entretien professionnel
Décret du 30/12. Les pénalités pour non-respect des obligations devront être versées avant le 1/4/22.
LS 6/1
- Le plafond de SS est maintenu à 3 428 €/mois
LS 6/1
- Titres restaurants : la limite d'exonération pour 2022 est augmentée à 5,69 €, à condition que la contribution patronale soit comprise entre 50 et 60 % de la valeur du titre.
LS 5/1/22
- Amende de 1 000 € par salarié si l'employeur ne fait pas respecter la règle de 3 j minimum de télétravail ? C'est sans doute ce qu'on appelle le recours au volontariat ?? Le 14/1, le ministre du travail a annoncé que cette amende serait réduite à 500 € mais que le plafond de 50 000 € pour une même entreprise est maintenu.

- Le secrétaire général de la CFDT Laurent BERGER demande aux syndiqués de signaler les infractions à l'inspection du travail...car ce ne peut être les 2 000 inspecteurs pour 20 millions de salariés qui peuvent faire seuls ces contrôles.
LS 5/1/22
- Les inventions/créations de logiciels par un stagiaire sont alignées sur celles des salariés.
Ordonnance du 15/12/21
- Le titre mobilité créé par la loi du 24/12/2019 pour permettre aux employeurs de contribuer aux frais de déplacement de leurs salariés entre leur domicile et le lieu de travail va enfin entrer en vigueur quelques années plus tard, à savoir le 1/1/2022 avec la publication attendue du décret du 16/12/2021. Il sera géré par une société spécialisée, comme c'est le cas pour les titres restaurants.
- La certification des organismes de formation est assouplie
Décret du 23/12/21. LS 3 janvier
- La certification qualité reste possible jusqu'au 31/3/22 arrêté du 30/12.
LS 10/1
- Comptes courants d'associés : le taux maximal des intérêts pour l'année 2021 est fixé à 1,17 %.
JO du 28/12
- Les pourboires versés en 2022 et 2023 seront exonérés de charges sociales
loi du 30/12/21
- Travailleurs des plateformes un décret fixe les modalités du scrutin.
Décret 2021-1791 LS 10/1
- L'indemnité inflation. Cas particuliers
LS 10/1
- Les aides exceptionnelles de l'Agefiph sont prolongées jusqu'au 28/2/22
LS 10/1

II) RELATIONS INDIVIDUELLES

- L'avantage en nature doit être maintenu en cas de dispense d'exécution du préavis
Notamment concernant le véhicule de fonction pour usage pro et personnel.
Cass soc 24/3/21 No 19 -18930
- Jurisprudence sur le cumul contrat de travail et mandat
SS Lamy 18/11
- Quand un entretien doit-il avoir lieu avant un avertissement ? Idem
- Clause de non-sollicitation
Conclue entre des sociétés concurrentes dans un contrat commercial, elle est une atteinte à la liberté d'entreprendre de leurs salariés et à la liberté du travail
Mais elle peut être justifiée si ces atteintes sont « proportionnées"

Selon la chambre commerciale le 27/5/21 No 18/23/261

LS du 23/7/21

Difficile à apprécier...ne vaut-il pas mieux prévoir plus directement une clause de non concurrence dans les contrats de travail ?

- Rupture illicite d'un CDD
Les DI peuvent dépasser la seule perte des salaires
Cass soc 15/9/21 No 19 21 311
- Le CDD doit préciser le motif de l'accroissement de l'activité
La simple mention d'une réorganisation du service commercial ne suffit pas à empêcher sa requalification en CDI.
Cass soc 15/9/21 No 19-23 309
- Un employeur ne peut pas revenir sur le télétravail organisé depuis plusieurs années à 100% de façon informelle pour imposer (seulement) 2 j/semaine. Car il s'agit d'une modification du contrat de travail. Il faut donc l'accord du salarié !
CA d'Orléans 7/12/21 No 19 :01 258
- Un salarié peut obtenir des dommages intérêts de son employeur qui ne lui a proposé aucune formation ...même si son emploi ne semblait pas la nécessiter puisqu'il n'y avait aucune évolution
Cass soc 19/5/21 No 19 24 412

III) RELATIONS COLLECTIVES

- Le PSE doit identifier toutes les possibilités de reclassement même en CDD.
CE 22/7/21
- Pas de rupture conventionnelle collective en cas de fermeture du site
CAA de Versailles 20/10/21. LS 4/11
- L'indemnité de grand déplacement reste due le vendredi, même si le salarié rentre chez lui ce jour-là.
Cass 15/9/21 No 20-10907
- Un moyen illicite de contrôle de l'activité des salariés du fait de l'absence d'information préalable du CSE et des salariés n'entraîne pas forcément son irrecevabilité par le juge comme moyen de preuve. Le juge peut en tenir compte pour son contrôle de proportionnalité
Cass Soc 10/11/21 No20 12 269. LS 2/12
- L'annulation des élections peut être demandée avant même la tenue du scrutin
Par exemple en joignant cette requête à celle contestant le protocole électoral
Cass soc 12/5/21. LS 16/6. Un assouplissement de la jurisprudence antérieure
- Accord à la Maif avec 4 syndicats le 13/7/21 sur un changement de mode de management fondé sur la confiance et la reconnaissance mutuelle avec notamment à compter du 1/1/22 une nouvelle politique de valorisation de la mobilité
On voudrait bien croire que cet accord pourra modifier les comportements ?? A suivre donc
LS 2/11/21
- Une étude du Medef le 11/10 sur l'égalité des chances et la perception de la RSE...
LS 2/11

- IKEA verse 110 millions de primes à ses salariés pour leurs efforts pendant la crise
Bravo ! Même si comme je le disais à mes enfants à l'occasion de leur anniversaire,
« Il faut avoir les moyens de sa générosité »...cela ressemble à un aveu de profits bien supérieurs !!!
LS 3/11
- Pas de représentant syndical au sein du CSE dans une entreprise de moins de 50 salariés
Alors que dans une entreprise de moins de 300 salariés c'est le DS qui remplit ce rôle
Cass soc 8/9/21 No 20/13 694. LS 11/1/22

Jacques Brouillet

Avocat

07 88 03 21 63